

# GUADELOUPE : PATRONAT ET GOUVERNEMENT VEULENT PRENDRE LEUR REVANCHE

page 11



# INFORMATIONS OUVRIERES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Été 2009 :  
abonnez-vous !

6 956 abonnés  
recevront le  
premier numéro  
d'été. Et vous ?  
(page 16)

# APRÈS CONTINENTAL ET GOODYEAR LICENCIEMENTS CHEZ MICHELIN !

Alors que la direction du groupe Michelin annonce un plan de 1 093 suppressions d'emplois, des travailleurs d'usines s'organisent pour répondre à l'appel pressant à l'unité des 10 ouvriers de Caterpillar pour l'interdiction des licenciements. (lire pages 3 et 4)



Ouvriers de Michelin du site de Noyelles-lès-Seclin, protestant, le 18 juin, contre l'annonce de la fermeture de l'usine.

(Photo AFP)

## Sarkozy à Versailles

"Nous serons au rendez-vous des réformes."

A la une

page 5

## Les suites du conseil fédéral national

Vie du parti

pages 8 et 9



## Que se passe-t-il en Iran ?

"Réformistes" contre "conservateurs" ?

International

page 13

## Un sommet européen de crise

Réduction des déficits et remise sur pied du traité de Lisbonne ont été à l'ordre du jour du sommet des 18 et 19 juin.

Dossier

page 14

## Les journées de juin 1848

Les forces réactionnaires écrasent les ouvriers parisiens sur les barricades.

Histoire

page 15

**Informations ouvrières en été. Plus qu'une semaine pour s'abonner !**

Page 16

## Le plus étonnant...

**L**e plus étonnant, ce 22 juin, ce n'est pas le discours prononcé par Sarkozy à Versailles, ce sont les réactions qu'il a provoquées.

Le discours s'inscrit dans la continuité. Dans une situation où la crise s'aggrave — des centaines de milliers d'emplois sont détruits chaque trimestre —, Sarkozy :

1) appelle les « partenaires sociaux » à « prendre des mesures en faveur de l'activité partielle » et à « étendre le contrat de transition professionnelle »..., autrement dit : à accompagner les destructions d'emplois ;

2) offre aux spéculateurs des possibilités nouvelles de spéculer, grâce à un emprunt public garantissant une confortable rémunération ;

3) fait financer ce pillage des fonds publics par la classe ouvrière : démantèlement des services publics (non-remplacement des fonctionnaires, fermetures massives dans les écoles et les hôpitaux, privatisations), offensive annoncée contre les régimes de retraite (les travailleurs devant se préparer à partir plus tard et avec des taux diminués).

Encore une fois, il n'y a pas lieu de s'étonner.

Mais comment comprendre les réactions ?

Martine Aubry regrette que le discours de Sarkozy contienne des « incantations qui ne sont jamais suivies d'effet ». Du côté du Parti communiste français, *L'Humanité* consacre trois pages au discours présidentiel, critiquant, avec raison, certaines des mesures annoncées. *L'Humanité* évoque les « belles paroles » qui « n'ont qu'une fonction de maquillage ». Mais pas un mot sur le fait que le discours est tout entier bâti sur la poursuite et l'aggravation des licenciements, les organisations syndicales étant sommées de les accompagner !

Quant au NPA, il évoque un « discours dégoulinant de démagogie », critique un certain nombre de mesures, mais reste silencieux sur l'axe central du discours.

Comment comprendre ?

Oui ou non, Sarkozy a-t-il déclaré que « l'idée d'une France sans usines et sans ouvriers est une idée folle », au moment même où Air France-KLM supprime 3 000 postes, où des milliers d'emplois sont supprimés à Continental, Molex, Goodyear, Caterpillar, Sony, Hewlett-Packard, ArcelorMittal, etc. ?

Mais cette France sans usines et sans ouvriers, n'est-ce pas ce à quoi conduit la politique que Sarkozy propose de généra-

liser ? Alors, comment comprendre que pas un seul responsable des partis se réclamant des intérêts ouvriers n'oppose au discours de Sarkozy l'impérieuse nécessité de prendre des mesures d'urgence interdisant les licenciements ?

Le discours du 22 juin se résume à un engagement présidentiel : poursuivre une politique qui renfloue les spéculateurs et détruit le travail salarié.

A cela, le devoir de toute organisation qui prétend parler au nom des ouvriers, des paysans, des jeunes est de dire : halte-là, unité ! Unité pour l'interdiction, maintenant, tout de suite, de tous les licenciements ! Unité pour la nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les entreprises qui mettent les ouvriers à la porte ! Unité pour la confiscation des 420 milliards d'euros donnés aux spéculateurs !

Il faudra bien que se fraie la voie à cette solution, la seule susceptible de sauver la population laborieuse d'un désastre en cours. En ce sens, l'appel lancé — dans le cadre du comité pour la marche unie — par les ouvriers de Caterpillar et le rendez-vous qu'ils proposent apporte une première réponse. Il pose aussi une question à quiconque prétend défendre les intérêts ouvriers.

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre  
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :  
Lucien Gauthier.

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières, 87, rue du F<sup>b</sup> Saint-Denis, CS 30016 - 75479, Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.  
Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration-  
abonnements :

Maité Dayan.  
Tél. : 01 48 01 88 22.  
01 48 01 88 41.

E-mail :  
diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :  
à publication.



NOUS ÉCRIRE

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016  
75479 Paris Cedex

E-mail :  
informations-ouvrieres@fr.oleane.com

## Groupons nous, et demain...

PAR JEAN-MICHEL DELAYE

**Q**UEL chemin parcouru ! Au cours du conseil fédéral national (CFN) à qui s'est réuni un an après le congrès de fondation de notre parti, nous avons tous mesuré le travail accompli par les militants de chacune de nos fédérations pour enraciner le parti. Là, dans la blanchisserie d'un hôpital, ici, autour d'un brasero d'un piquet de grève d'une usine, ou encore aux portes d'une école communale qui subit une fermeture de classe.

Un constat, tout d'abord.

Comment ne pas mesurer, avec le recul, la justesse de chacun des termes de notre devise, qui dresse notre parti contre toute la politique de régression sociale du capitalisme et de ceux qui s'y subordonnent ?

Au moment où le comité Balladur prétend liquider la République, son unité et son indivisibilité ; au moment où les institutions de l'Union européenne et de la V<sup>e</sup> République expriment chaque jour plus ouvertement leur caractère antidémocratique en refusant de respecter le vote non des peuples ; au moment où, dans notre pays, certains dirigeants du Parti socialiste appellent publiquement à en finir avec le socialisme : oui, notre devise « Pour le socialisme, la République et la démocratie » est un appel à combattre sur chacun de ces fronts.

Comment ne pas mesurer aussi la justesse de chacun des qualificatifs de notre parti ? L'indépendance, bien sûr — de nos ressources, de notre journal, qui garantit l'indépendance de notre politique.

Mais qui a oublié les débats qui, dans la phase de préparation, ont tourné autour du terme « ouvrier » de notre parti ? Aujourd'hui, ce sont bien les ouvriers de Caterpillar, de Continental, de Goodyear, de General Motors et de tant d'autres usines, en France comme partout en Europe, qui montent en première ligne pour se battre contre la marche à la barbarie que contient en soi le capitalisme.

Une exigence, ensuite.

Nous avons inscrit la construction du POI dans la volonté de renouer avec la démarche de la Première Internationale, celle de regrouper les militants des différents courants du mouvement ouvrier qui sont restés sur le terrain de la lutte des classes. Cette volonté contient une exigence : celle de permettre à chaque militant qui nous rejoint de prendre sa place dans le parti, c'est-à-dire de lui laisser le temps de s'approprier le parti, de faire sa propre expérience de construction du parti en prenant part, à sa mesure, à ses activités. Il serait extravagant de prétendre, en une année à peine, avoir abouti dans cette entreprise. Mais tout montre que nous sommes sur la bonne voie.

En fondant il y a un an le Parti ouvrier indépendant, nous avons pris une responsabilité, celle d'aider — avec patience et ténacité —, dans une situation que nous n'imaginions pas, au combat pour l'unité pour l'interdiction des licenciements. Le Parti ouvrier indépendant n'a pas d'intérêts distincts de ceux de l'ensemble de la classe ouvrière.

## L'indépendance du mouvement ouvrier

PAR PATRICE AYACHE

**L**'INDÉPENDANCE semble devenue, pour beaucoup d'observateurs dits avertis, y compris de gauche, une notion, au mieux, désuète, au pire, subversive !

Et, précisément, il s'agit, pour les gouvernements et pour l'Union européenne, de chercher les voies et moyens de canaliser le mouvement ouvrier dans les différentes expressions de sa résistance à l'oppression.

Ainsi de la stratégie, unicitaire, mise en œuvre par les appareils syndicaux avec l'appui du gouvernement Sarkozy-Fillon-Hortefeux, pour contenir la résistance des salariés, ou de celle retenue pour les élections européennes, avec la « mise sur orbite » de l'écologie comme « pare-feu » au mécontentement des classes dites moyennes ou de l'électorat PS-NPA.

Ainsi du « sommet » de l'Organisation internationale du travail (OIT) des 15 et 16 juin derniers sur la « crise mondiale de l'emploi », à laquelle étaient invités chefs d'Etat, dirigeants d'entreprises, leaders d'opinion et... représentants syndicaux.

Mais c'est sans compter avec le traditionnel attachement des travailleurs à l'indépendance comme cadre de résistance.

Il n'y a pas lieu d'interpréter autrement le « bide » de la manifestation du 13 juin dernier.

Et le gouvernement ne s'y est pas trompé, qui, loin de se réjouir des chiffres modestes de participation, déclarait, dans le *Journal du dimanche* (14 juin) : « Il pourra y avoir d'autres journées plus réussies » !

De même, le 7 juin dernier, les travailleurs se sont-ils massivement saisis de l'abstention comme expression de leur résistance indépendante à l'insupportable usurpation du vote du 29 mai 2005.

Alors, parce, aujourd'hui, les appareils syndicaux, comme ceux des partis, apparaissent trop souvent prisonniers de postures gouvernementales ou patronales, il appartient aux travailleurs de construire, entreprise par entreprise, ville par ville, département par département, ce vaste et nécessaire rassemblement, dans l'unité avec leurs organisations syndicales et politiques, et notamment avec le Parti ouvrier indépendant.

Et ainsi fonder le cadre de résistance indépendant dont ils ont besoin pour appeler à une marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements ! L'appel à tous les travailleurs, lancés par dix ouvriers

de Caterpillar, parmi lesquels des responsables syndicaux, soutenus par le comité de Grenoble-Agglomération pour une marche unie pour l'interdiction des licenciements, s'inscrit dans cette démarche : déjà, cet appel a reçu des réponses des travailleurs de Goodyear, des dockers de La Seyne-sur-Mer...

Le temps presse. Aujourd'hui, le combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier structure le cadre de la résistance des travailleurs.

Les syndicats, comme les partis de gauche, n'ont pas à cogérer la crise : leur responsabilité d'organisations ouvrières est d'entendre la revendication des travailleurs.

Et les travailleurs revendiquent simplement de travailler et de vivre dignement de leur travail.

C'est le sens des appels réitérés, partout en France, par les comités d'unité pour la marche unie, aux responsables des partis et organisations de gauche, pour leur dire encore : les travailleurs sont prêts ; ils s'organisent partout, avec vous peut-être, parce qu'il y va aussi de votre responsabilité politique, pour monter ensemble à Paris pour l'interdiction des licenciements.

